



Exercice 2024
Rapport sur le
développement durable
Annexe

Bâtir un avenir
➔ meilleur pour les
entrepreneur.es et
pour le Canada

Annexe

➔ Participation des parties prenantes	3
➔ Objectifs de développement durable	4
➔ Progrès en matière de développement durable, en chiffres	5
➔ Émissions financées par catégorie d’actifs	11
➔ Méthodologies de calcul détaillées	12

Comment nous déterminons ce qui importe le plus

Pour rester à l'écoute des besoins changeants des entrepreneures et entrepreneurs et éclairer notre orientation stratégique, nous travaillons avec les propriétaires d'entreprises, nous menons des recherches et nous collaborons avec diverses parties prenantes de l'écosystème de l'entrepreneuriat. Les commentaires précieux que nous recevons alimentent notre orientation stratégique et nos ambitions.



Participation des parties prenantes

- Renseignements provenant de sondages destinés à notre clientèle, de commentaires que celle-ci nous fournit et d'études réalisées par notre équipe de Recherche et analyse économiques.
- Commentaires de notre actionnaire, du conseil d'administration et de l'équipe de direction.
- Points de vue de notre personnel.
- Résultats du travail avec les banques de développement et les principaux organismes du secteur et des organisations de développement durable internationales, comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Groupe consultatif pour l'information financière en Europe (EFRAG) et le Groupe de Montréal.
- Commentaires reçus des propriétaires d'entreprise et de l'écosystème entrepreneurial du Canada par l'entremise de tables rondes thématiques et régionales, ainsi que d'une consultation en ligne dans le cadre de l'examen législatif le plus récent de BDC.

Les commentaires et les questions sur nos initiatives et nos progrès sont toujours bienvenus. Veuillez communiquer avec nous à l'adresse sustainabledurable@bdc.ca

Objectifs en matière de développement durable

Court terme (1 an)	Unités	Cible E2024	Résultats E2024	Cible E2025
Clientes et clients très satisfaits	Pourcentage	68	62	65
Mandats de services-conseils	Nombre de mandats	2 330	3 068	2 380
Soutien lié à l’environnement	En millions de dollars	-	-	640
Émissions de GES opérationnelles de BDC	t d'éq. CO ₂	2 671	3 739	3 603 ¹
Clientes et clients servis par l’entremise de partenariats	Nombre de clientes et clients	37 300	35 602	37 650
Moyen terme (3 ans)	Unités	Cible E2024	Résultats E2024	Cible E2027
Nombre de femmes entrepreneures que nous soutenons directement	Nombre de clientes	19 000	19 418	22 720
Nombre d’entrepreneur.es autochtones que nous soutenons directement	Nombre de clientes et clients	1 250	1 301	1 690
Diversité du personnel ²				
Femmes	Pourcentage	46,3	49,1	47,1
Personnes autochtones	Pourcentage	1,9	1,1	1,9
Minorités visibles	Pourcentage	24,9	30,3	24,9
Personnes en situation de handicap	Pourcentage	8,2	7,8	8,2

1 Cible pour l'E2026
2 Selon les taux d’auto-identification

Progrès en matière de développement durable, en chiffres

L'exercice de BDC s'étend du 1^{er} avril au 31 mars.

Impact économique

Clientèle

Description	Unités	E2021	E2022	E2023	E2024	SASB ³
Clientes et clients directs	Nombre de clientes et clients	59 588	62 722	65 312	70 873	-
Clientes et clients indirects	Nombre de clientes et clients	13 233	32 159	35 404	35 602	-

Prêts

Description	Unités	E2021	E2022	E2023	E2024	SASB
Acceptations de prêts	En milliards de dollars	8,7	9,8	10,3	10,8	FN-CB-000.B
Clientes et clients du microfinancement (tous les prêts dont l'engagement total est inférieur à 50 000 \$)	Nombre de clientes et clients	2 405	1 614	2 206	4 902	FN-CB-240a.4

Services-conseils

Description	Unités	E2021	E2022	E2023	E2024	SASB
Revenus de services-conseils	En millions de dollars	20,9	28,9	38,2	50,1	-
Nouveaux mandats de services-conseils	Nombre de mandats	1 030	1 406	2 491	3 068	-

³ Les indices du Sustainability Accounting Standards Board (SASB) correspondent à l'information à fournir sur le développement durable applicables aux banques commerciales et aux services bancaires d'investissement.

Fonds d’investissement liés au développement durable

Description	Unités	E2021	E2022	E2023	E2024	SASB
Ratio cumulatif de la valeur nette sur le capital investi pour les fonds directs de capital de risque de BDC	Ratio	2,18	1,62	1,78	1,65	-
Fonds pour les femmes en technologie (200 millions de dollars) – autorisations cumulées	En millions de dollars	90,4	125,7	141,7	158,1	-
Plateforme Excelles pour les femmes (500 millions de dollars) –autorisations cumulées	En millions de dollars	Lancée au cours de l’E2023	Lancée au cours de l’E2023	31,8	76,2	-
Fonds d’innovation pour les entrepreneur.es noirs (4 millions de dollars) (co-créé avec BKR Capital) – autorisations cumulées	En millions de dollars	4	4	4	4	-
Fonds Technologies pour le climat (500 millions de dollars) – autorisations cumulées	En millions de dollars	Lancée au cours de l’E2023	Lancée au cours de l’E2023	26,5	65,8	-
Fonds Technologies propres (600 millions de dollars) – autorisations cumulées	En millions de dollars	371	507	530	563	-
Fonds de croissance autochtone (FCA) (100 millions de dollars) – autorisations cumulées	En millions de dollars	100	100	100	100	-

Investissements

Description	Unités	E2021	E2022	E2023	E2024	SASB
Acceptations de placements par emprunt	En millions de dollars	155,8	530,4	498,8	458,4	-
Autorisations de placements directs en capitaux propres	En millions de dollars	510,2	435,3	338,6	264,7	-
Autorisations de placements indirects en capitaux propres	En millions de dollars	258,8	175,5	536,1	246,2	-

Portefeuille de financement

Description	Unités	E2021	E2022	E2023	E2024	SASB
Portefeuille de financement ayant un profil de risque de qualité inférieure	Pourcentage	90	88	87	87	FN-CB-240a.1 FN-CB-240a.2 FN-CB-240a.4
Portefeuille de prêts douteux (Financement et PAC) au 31 mars	En millions de dollars	1 150,2	1 070,2	930,4	1 060,6	FN-CB-240a.4

Résultats financiers

Description	Unités	E2021	E2022	E2023	E2024	SASB
Produits nets	En millions de dollars	1 774,8	2 301,2	2 084,0	2 241,1	FN-CB-240a.1 FN-CB-240a.2 FN-CB-240a.4
Résultat net	En millions de dollars	1 649,9	2 514,8	302,5	286,9	FN-CB-240a.4

Formation et perfectionnement du personnel de BDC

Description	Unités	E2021	E2022	E2023	E2024	SASB
Membres du personnel ayant suivi la formation « Les 4 saisons de la réconciliation » (pour les employées et employés permanents uniquement)	Nombre	-	-	2 600	325 ⁴	-
Membres du personnel suivant la formation sur le Code d’éthique	Nombre	2 140	2 572	2 864	3 171	-
Membres du personnel suivant la formation relative à la lutte contre la corruption	Nombre	1 600	1 576	1 679	1 751	-
Membres du personnel ayant suivi la formation « Introduction au développement durable » (lancée au cours de l’E2024)	Nombre	s. o.	s. o.	s. o.	2 713	-

4 La formation a été lancée pendant l’exercice 2023 et seuls les nouvelles employées et les nouveaux employés étaient tenus de la suivre au cours de l’exercice 2024.

Impact social

Diversité des clientes et clients

Description	Unités	E2021	E2022	E2023	E2024	SASB
Entreprises détenues par des personnes autochtones	Nombre de clientes et clients	881	982	1 069	1 301	FN-CB-240a.4
Entreprises détenues par des femmes	Nombre de clientes et clients	15 117	16 441	17 505	19 418	-

Diversité du personnel⁵

Description	Unités	E2021	E2022	E2023	E2024	SASB
Femmes	Pourcentage	49,3	49,3	49,5	49,1	FN-IB-330a.1
Personnes Autochtones	Pourcentage	1,2	1,3	1,1	1,1	FN-IB-330a.1
Minorités visibles	Pourcentage	25,3	27,0	29,3	30,3	FN-IB-330a.1
Personnes noires	Pourcentage	-	-	4	5	FN-IB-330a.1
Personnes en situation de handicap	Pourcentage	3,5	3,5	3,7	7,8	FN-IB-330a.1
Membres de la communauté LGBTQ2+	Pourcentage	2,0	2,2	2,3	3,1	FN-IB-330a.1
Âge moyen	Ans	41,8	41,8	41,4	42,0	-

Impact environnemental

Soutien lié à l’environnement

Description	Unités	E2021	E2022	E2023	E2024	SASB
Investissements liés à l’environnement	En milliers de dollars	-	-	-	106 955	-
Prêts liés à l’environnement	En milliers de dollars	-	-	-	315 873	-
Services-conseils liés à l'environnement	En milliers de dollars	-	-	-	34	-

5 Selon les taux d’auto-identification

L'écologisation des opérations

Description	Unités	E2020 (niveau de référence)	E2021	E2022	E2023	E2024	SASB
Bâtiments certifiés écologiques (loués)	Nombre	9	9	10	11	11	-
Émissions de GES – portée 1	t d'éq. CO ₂	597,5	581	670	616,6	378,3	-
Émissions de GES – portée 2	t d'éq. CO ₂	1 780,4	1 617	1 627	1 398,3	997,9	-
Émissions de GES – portée 3 (voyages d'affaires uniquement)	t d'éq. CO ₂	3 629,7	s. o. ⁶	s. o. ⁶	1 724,0	2 313,7	-
Intensité des émissions de GES par employé.e à temps plein	t d'éq. CO ₂ /employé.e	2,4	s. o. ⁶	s. o. ⁶	1,1	1,1	-
Réduction des émissions de GES opérationnelles par rapport au niveau de référence (E2020)	Pourcentage	s. o.	s. o. ⁶	s. o. ⁶	-37,8	-39,0	-

Émissions financées

Description	Unités	E2021	E2022	E2023	E2024	SASB
Estimation des émissions financées	t d'éq. CO ₂ (millions)	-	-	-	6,95	FN-CB-410b.1

Impact collectif

PME portées par une mission

Description	Unités	E2021	E2022	E2023	E2024	SASB
Nombre de PME portées par une mission ⁷	Nombre de clientes et clients	325	370	493	442	-
Engagement total auprès des PME clientes portées par une mission	En millions de dollars	278	263	289	404	-

6 En raison des restrictions de voyage pendant la pandémie, les données ne sont pas représentatives et n'ont pas été incluses.

7 Les PME portées par une mission comprennent les entreprises à vocation sociale, les entreprises en attente d'une certification B Corp et des entreprises certifiées B Corp. Les données de l'exercice 2021 à 2023 ont été rajustées pour tenir compte de la clientèle active seulement.

Diversité des fournisseurs

Description	Unités	E2021	E2022	E2023	E2024	SASB
Fournisseurs issus de la diversité ⁸	Pourcentage	-	4,9	6,5	8,3	-

Clientèle

Description	Unités	E2021	E2022	E2023	E2024	SASB
Clientes et clients qui ont indiqué que les services reçus de BDC ont eu un impact positif sur leur entreprise	Pourcentage	88	92	92	92	-
Clientes et clients très satisfaits	Pourcentage	65	66	65	62	-

Personnel

Données sur le personnel

Description	Unités	E2021	E2022	E2023	E2024	SASB
Taux de mobilisation du personnel	Pourcentage	89	86	88	85	–
Taux de participation du personnel	Pourcentage	88	88	87	89	–
Employées et employés à temps plein	Nombre	2 451	2 586	2 845	2 872	–
Départs volontaires	Pourcentage	3,8	7,4	5,5	4,1	–
Départs involontaires	Pourcentage	3,3	1,8	1,9	1,8	–

⁸ Des fournisseurs issus de la diversité, sont des entreprises majoritairement détenues et exploitées (à 51% et plus) par une ou des personnes qui font partie des groupes suivants : femmes, minorités visibles, Autochtones, personnes en situation de handicap, LGBTQ2+, ou anciennes combattantes ou anciens combattants.

Émissions financées par catégorie d’actifs

Estimation des émissions financées par catégorie d’actifs au 31 mars 2024

Catégorie d’actifs	Total de l’encours en millions de dollars	Total de l’encours couvert en millions de dollars ⁹	Pourcentage de la valeur couverte	Émissions des portées 1 et 2 en t d’éq. CO ₂	Émissions par million de dollars financées en t d’éq. CO ₂	Score pondéré de qualité des données ¹⁰
Prêts	36 692,25	36 692,25	100	6,40	174,42	4,74
Placements par emprunt	1 412,52	1 412,52	100	0,19	134,85	4,12
Capitaux propres	2 175,93	2 055,88	94	0,23	112,21	4,77
Immobilier commercial	3 168,45	2 221,65	70	0,12	59,10	5,00
Total	43 449,16	42 382,31	98	6,95	163,85	4,74

9 La couverture pourrait ne pas correspondre à 100 % de la catégorie d’actifs ou du secteur en raison de données manquantes ou de la méthodologie de calcul utilisée.

10 Un score de qualité des données de 5 signifie qu’il s’agit d’émissions très approximatives ou d’une grande incertitude tandis qu’un score de 1 indique la certitude (c à d. des émissions déclarées vérifiées).

Remarque : Le portefeuille exclut les prises de participation indirectes dans des fonds et les titres adossés à des actifs, puisque la norme PCAF ne vise pas actuellement ces catégories d’actifs. Les chiffres se rapportant aux montants engagés diffèrent légèrement de ceux des états financiers annuels en raison de différences dans les méthodes comptables. Bien que nous ayons appliqué la norme mondiale de comptabilisation des émissions de GES de PCAF dans la mesure du possible, certains choix méthodologiques et certaines hypothèses se sont avérés nécessaires comme il est décrit plus amplement en annexe. La précision et la portée des émissions financées seront peaufinées à mesure que les données disponibles et des méthodes de calcul évolueront. Cependant, il est important de noter que des erreurs de mesure, des approximations inexactes et des choix méthodologiques peuvent entraîner un niveau d’incertitude plus élevée dans les données rapportées. Les données, hypothèses et estimations sous-jacentes contenues dans le présent rapport sont susceptibles d’être modifiées à l’avenir.

Méthodologies de calcul détaillées

Émissions opérationnelles de BDC

L’inventaire des GES de BDC comptabilise nos émissions de GES des portées 1, 2 et 3 (comptabilisation partielle) pour l’exercice écoulé (soit du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024). Notre approche s’aligne sur le protocole de GES du World Resources Institute et met l’accent sur la pertinence, l’exhaustivité, la cohérence, l’exactitude et la transparence.

Portée 1 et portée 2

Nos émissions des portées 1 et 2 sont associées à la consommation d’énergie liée à l’exploitation des installations que BDC loue pour ses bureaux. Les installations ajoutées ou retirées en raison d’une croissance interne n’entraînent pas de nouveaux calculs, et l’année de référence n’est pas calculée à nouveau. Les mesures de consommation d’énergie de toutes les installations de BDC munies de compteurs sont recueillies à la fin de la période de calcul visée. Lorsque les données sur la consommation d’énergie ne sont pas disponibles, des estimations sont effectuées.

Portée 1: Ces émissions découlent du fonctionnement des chaudières et des appareils consommant du gaz naturel dans les installations exploitées par BDC.

Portée 2: Ces émissions proviennent de l’électricité nécessaire au fonctionnement de nos installations.

Portée 3: Voyages d’affaires

Les émissions de portée 3 de BDC se limitent aux voyages d’affaires. À BDC, nous calculons les émissions liées aux voyages d’affaires en avion, en voiture et en train des membres de notre personnel. Les émissions attribuables aux déplacements en transports en commun et en voiture de location ont été évaluées et jugées non significatives (moins de 1% des émissions totales) dans le cadre des activités de BDC et n’ont donc pas été prises en compte dans le calcul.

- Les émissions produites par le transport aérien sont calculées en fonction de la distance en kilomètres parcourue entre l’aéroport de départ et l’aéroport d’arrivée. Nous appliquons un facteur de 1,09 pour tenir compte des trajets indirects et des retards. Les facteurs d’émission (kg CO_e/km) utilisés proviennent du Ministère de l’Environnement, de l’Alimentation et des Affaires rurales du Royaume-Uni et sont fondés sur la longueur du vol (c.-à-d. courte, moyenne ou longue distance). Le calcul des émissions tient également compte des facteurs de forçage radiatif.
- Les émissions découlant du kilométrage routier sont calculées à partir de données relatives au kilométrage total, au type de véhicule (p. ex. véhicule à essence, véhicule hybride ou véhicule électrique ou à zéro émission) et aux facteurs d’émission associés (kg d’éq. CO₂/km).
- Pour comptabiliser le taux d’émissions attribuables aux voyages ferroviaires, nous consultons directement le rapport d’émissions de VIA Rail.

Portée 3: Autres

Les émissions de portée 3 comprennent également les émissions financées (voir la méthodologie distincte pour les émissions financées). Nous travaillons à élargir notre inventaire afin que celui-ci reflète mieux l’impact de nos activités et nous évaluons l’ajout d’autres catégories pertinentes de portée 3 à notre inventaire.

Actifs liés au carbone

Les actifs liés au carbone sont ceux qui sont le plus touchés par les risques liés aux changements climatiques. Nous les déterminons en choisissant les codes de classification des industries pertinents (codes du Système de classification des industries de l’Amérique du Nord [SCIAN]) pour les secteurs mentionnés dans les lignes directrices de mise en œuvre du Groupe de travail sur l’information financière relative aux changements climatiques (GIFCC). Nous avons limité la divulgation des actifs liés au carbone au risque de crédit, y compris le financement de base et le Programme d’accès au crédit (PAC).

Sensibilité aux risques climatiques

Risque physique:

La méthodologie évalue la concentration des garanties immobilières dans les zones présentant des risques élevés d’inondation et d’incendie de forêt à l’aide de données historiques. Les probabilités de risque sont calculées et les propriétés sont évaluées en fonction de ces probabilités. Les engagements totaux sont ensuite regroupés par secteur d’activité et par cote pour déterminer la sensibilité du secteur aux risques d’inondation et d’incendie de forêt.

Risque de transition:

BDC a évalué la sensibilité au risque de transition climatique de son portefeuille de crédit en utilisant une méthodologie fondée sur les approches d’évaluation de la sensibilité aux risques liés aux changements climatiques (Climate Risk Sensitivity Assessment) mentionnées dans le guide pour les banques nationales de développement sur les risques liés aux changements climatiques (guidebook for National Development Banks on Climate Risk). Cet outil permet de classer la sensibilité aux risques liés aux changements climatiques des secteurs d’activité d’un portefeuille comme faible, moyenne ou élevée en fonction de la pertinence et de la proportionnalité de ces risques. La pertinence tient compte de la nature des activités du secteur économique et de la qualité du crédit du portefeuille de ce secteur, alors que la proportionnalité évalue l’ampleur du crédit actif au sein de chaque secteur.

Émissions financées par BDC

1. Prêts aux entreprises et actions non cotées

Conformément à la norme mondiale de comptabilisation des émissions de GES et de production de rapports pour le secteur financier du PCAF, nous incluons les prêts figurant au bilan, les placements par emprunt et les investissements directs en actions dans les entreprises à des fins générales (c.-à-d. lorsque l’utilisation du produit est inconnue, comme défini par le protocole sur les GES). Lorsque l’objet du prêt est l’immobilier commercial, nous appliquons la méthodologie de la catégorie d’actifs correspondante (décrite ci-dessous).

Nous indiquons les émissions estimées des portées 1 et 2. Notre approche du calcul des émissions financées consiste à multiplier un facteur d’attribution par les émissions de l’emprunteuse ou emprunteur. Le facteur d’attribution reflète la part des activités d’une entreprise dont nous sommes responsables et correspond au rapport entre l’encours du prêt ou de l’investissement et les valeurs économiques de l’organisation que nous finançons. Pour calculer la valeur de l’entreprise, nous avons utilisé le total des dettes et des capitaux propres sur la base des données financières publiées à la fin de l’année (lorsque ces renseignements étaient disponibles dans nos dossiers internes). Lorsque l’information sur les dettes et les capitaux propres n’était pas facilement accessible, nous avons utilisé la valeur totale du bilan (total des actifs) comme indicateur de la valeur de l’organisation.

Nous estimons les émissions en nous fondant sur l’activité économique du secteur, conformément à la méthodologie du PCAF. Pour améliorer la qualité des données, nous nous efforçons, dans la mesure du possible, d’accéder aux données financières des organisations que nous finançons. Pour calculer les émissions financées, nous avons suivi l’une des deux approches suivantes, que nous avons appliquée de manière systématique aux émissions des portées 1, 2 et 3.

- Pour les entreprises dont nous connaissons les revenus, nous avons calculé le facteur d’émission approprié pour le secteur (selon le SCIAN) par unité de revenu (par exemple, t d’éq. CO₂ par dollar de revenu). Cette approche produit des données de qualité équivalant à un niveau 4.
- Pour les entreprises dont nous connaissons l’encours, mais pour lesquelles nous ne disposions pas de toutes les données financières, nous avons calculé le facteur d’émission pertinent pour le secteur (selon le SCIAN) par unité d’actif (par exemple, t d’éq. CO₂ par dollar d’actif). Par conséquent, aucun facteur d’attribution n’était nécessaire. Cette approche produit des données de qualité équivalant à un niveau 5.

La base de données du PCAF fournit les facteurs d’émission fondés sur les émissions de GES par unité de revenu et par unité d’actif (eq. CO₂/M\$), et ce, pour les secteurs et les régions¹¹. Nous avons utilisé la dernière version d’EXIOBASE 2023 publiée en mars 2024 et converti les euros en dollars canadiens lors de l’analyse des émissions à l’aide des taux de la Banque du Canada.

2. Immobilier commercial

Selon la norme mondiale de comptabilisation des émissions de GES et de production de rapports pour le secteur financier du PCAF (et dans le but de produire des rapports sur les émissions), la catégorie d’actifs d’immobilier commercial englobe les prêts et hypothèques figurant au bilan et utilisés pour l’achat ou le refinancement de propriétés immobilières utilisées à des fins commerciales. Dans tous les cas, la propriétaire ou le propriétaire de l’immeuble le loue à des locataires qui y exercent des activités génératrices de revenus. Bien que les prêts immobiliers commerciaux couvrent également les prêts finançant l’achat de terrains, nous avons exclu ces derniers pour le moment en raison de l’absence de méthodologie appropriée à leur sujet. Selon la méthodologie du PCAF, la production de rapports sur les émissions liées aux prêts pour la construction et la rénovation de bâtiments commerciaux est actuellement considérée comme étant facultative. En effet, les bâtiments sont généralement construits ou rénovés par des tiers (comme des entreprises de construction ou des constructrices ou constructeurs de bâtiments) qui sont embauchés par les développeuses ou développeurs de projets (c.-à-d. les personnes qui reçoivent le prêt). Par conséquent, toutes les émissions liées aux activités de construction et de rénovation ont été exclues.

Les renseignements que nous produisons au sujet de l’immobilier commercial se limitent aux émissions des portées 1 et 2 associées à l’utilisation d’énergie des bâtiments financés pendant leur exploitation. Il s’agit entre autres de l’énergie consommée par les occupantes et occupants du bâtiment et les installations communes. Pour identifier les empruntrices et emprunteurs et les propriétés de la catégorie d’actifs de l’immobilier commercial, nous avons sélectionné les propriétés financées appartenant à l’ensemble des empruntrices et emprunteurs du secteur de l’immobilier.

L’approche globale de calcul des émissions financées attribuables à l’immobilier commercial consiste à multiplier le facteur d’attribution par les émissions associées à l’énergie utilisée par la propriété immobilière financée. Ce facteur d’attribution est le rapport entre le montant de l’encours du prêt et la valeur de la propriété au moment de l’octroi du prêt. Nous avons estimé les émissions en nous fondant sur les caractéristiques et les facteurs d’émission, conformément à la méthodologie du PCAF. Nous ne connaissons pas actuellement la surface de plancher des bâtiments que nous avons financés. Par conséquent, nous avons employé un facteur d’émission fondé sur le type de propriété et la région où les bâtiments sont situés, et nous avons exprimé les émissions en tonnes d’équivalent de CO₂ (t d’éq. CO₂) par bâtiment. Cette approche produit des données de qualité équivalant à un niveau 5.

La base de données du PCAF fournit des facteurs d’émission qui combinent la consommation d’énergie estimée à partir de statistiques aux émissions engendrées par la consommation d’énergie (t d’éq. CO₂/m²), par province canadienne. Les facteurs d’émission sont donc exprimés en émissions annuelles moyennes pour un type de propriété et une région donnée (eq. CO₂/bâtiment). La base de données comprend des facteurs d’émission des portées 1 et 2.

3. Actions cotées

Conformément à la norme mondiale de comptabilisation des émissions de GES et de production de rapports pour le secteur financier du PCAF, nous avons tenu compte des placements en actions (figurant au bilan) dans des entreprises cotées en bourse.

Nous avons calculé le facteur d’attribution en utilisant la valeur de l’entreprise, y compris les liquidités, pour refléter les valeurs de l’entreprise. Nous avons estimé les émissions en nous fondant sur l’activité économique du secteur, conformément à la méthodologie du PCAF. Pour calculer ces émissions financées, nous avons suivi une approche semblable à celle décrite dans la section « Prêts aux entreprises et actions non cotées » ci-dessus.

11 La base de données EXIOBASE est un tableau mondial, détaillé et multirégional qui estime les émissions par secteur. Elle fournit une couverture sectorielle élevée et un large éventail de renseignements environnementaux (p. ex. les types d’émissions et les ressources ou matériaux).



[bdc.ca](https://www.bdc.ca)

